



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

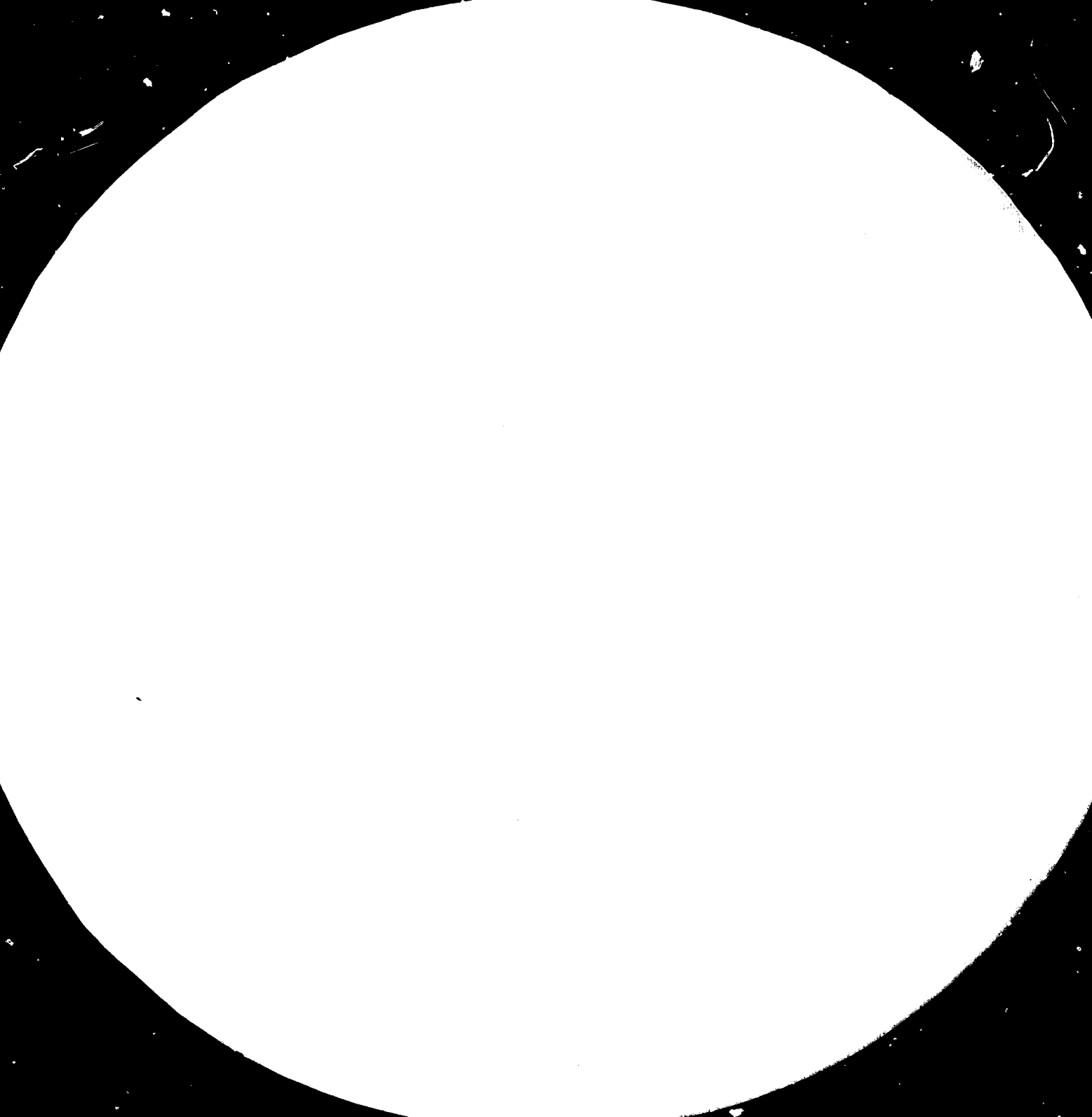
## FAIR USE POLICY

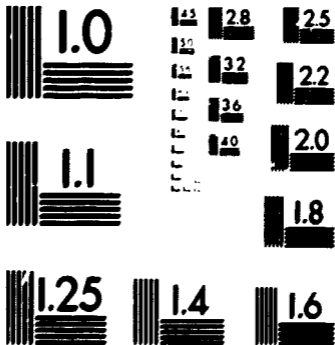
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)





**MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART**  
**NATIONAL BUREAU OF STANDARDS**  
**STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a**  
**(ANSI and ISO TEST CHART No 2)**

1984



14154-F

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

**DEUXIEME  
CONSULTATION  
SUR L'INDUSTRIE  
ALIMENTAIRE  
ET PLUS  
PARTICULIEREMENT  
SUR LES HUILES  
ET GRAISSES  
VEGETALES.**

Copenhague (Danemark), 15-19 octobre 1984

**RAPPORT**

110/329

Distr.  
LIMITEE  
ID/329  
(ID/WG.427/13)  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

## PREFACE

La deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), qui s'est tenue à Lima (Pérou) en mars 1975, a recommandé que l'ONUDI étende ses activités à la mise en place d'un Système de consultations permanentes entre pays développés et pays en développement, en vue d'augmenter la part de ces derniers pays dans la production industrielle mondiale grâce à une coopération internationale accrue<sup>1/</sup>. A sa septième session extraordinaire, en septembre 1975, l'Assemblée générale des Nations Unies a fait sienne cette recommandation et a prié l'ONUDI de la mettre en oeuvre sous la conduite du Conseil du développement industriel.

Les 23 consultations tenues depuis 1977 ont été consacrées aux secteurs et sujets suivants : biens d'équipement, machines agricoles, sidérurgie, engrais, pétrochimie, industrie pharmaceutique, cuir et articles en cuir, huiles et graisses végétales, industries alimentaires, financement industriel, formation de la main-d'oeuvre industrielle, et bois et produits du bois.

En mai 1980, le Conseil du développement industriel a décidé de donner au Système de consultations un caractère permanent et, en mai 1982, il a adopté le règlement intérieur<sup>2/</sup> qui régit le fonctionnement du Système de consultations, avec ses principes, ses objectifs et ses caractéristiques. Ce règlement prévoit notamment que :

Le Système de consultations est un instrument grâce auquel l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sert d'enceinte aux pays développés et aux pays en développement pour leurs contacts et leurs consultations intéressant l'industrialisation des pays en développement 3/;

Le Système de consultations permet également de procéder, pendant ou après les consultations, à des négociations entre les parties intéressées, sur la demande de ces dernières 4/;

Les participants de chaque pays membre comprennent des représentants des pouvoirs publics, ainsi que des représentants de l'industrie, des travailleurs, des groupements de consommateurs, etc., au gré de chaque gouvernement 5/;

---

1/ Rapport de la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ID/CONF.3/31), chap. IV, "Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels", par. 66.

2/ Le Système de consultations (PI/84).

3/ Ibid., par. 1.

4/ Ibid., par. 3.

5/ Ibid., par. 23.

Chaque Consultation établit un rapport, qui reproduit les conclusions et recommandations approuvées par consensus ainsi que les principales opinions exprimées pendant les débats 6/.

A sa dix-septième session, en 1983, le Conseil du développement industriel a décidé d'inscrire la deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire et plus particulièrement sur les huiles et graisses végétales au programme des Consultations pour la période biennale 1984-1985<sup>7/</sup>.

---

6/ Ibid., par. 46.

7/ Rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa dix-septième session (Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément No 16 (A/38/16)).

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Préface		1
Introduction	1 - 5	4
Conclusions et recommandations adoptées	6 - 11	6
<u>Chapitre</u>		
I. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	12 - 26	10
II. RAPPORT DE LA PLENIERE	27 - 34	14
III. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION No 1 :	35 - 63	17
Approche intégrée de l'industrie alimentaire : secteurs des huiles et graisses végétales, des aliments du bétail, de la viande et des produits laitiers		
IV. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION No 2 :	64 - 86	22
Rôle des coopératives et des petites et moyennes entreprises dans le développement intégré de l'industrie alimentaire		
<u>Annexes</u>		
I. Liste des participants		27
II. Liste des documents		40



## INTRODUCTION

1. La deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire s'est tenue à Copenhague (Danemark) du 15 au 19 octobre 1984. Elle a réuni 43 participants de 58 pays et 10 observateurs de 10 organisations internationales (voir l'annexe I).

### Historique de la deuxième Consultation

2. La première Consultation sur l'industrie des huiles et graisses végétales s'est tenue à Madrid en 1977<sup>1/</sup> et a été axée sur les questions ci-après :

- a) Perspectives de croissance de l'industrie mondiale des huiles et graisses végétales d'ici à l'an 2000, et orientations générales qui en résultent;
- b) Formes que devrait revêtir la coopération internationale afin d'établir de nouvelles capacités de production dans les pays en développement.

3. La première Consultation sur l'industrie alimentaire s'est tenue à La Haye en 1981<sup>2/</sup> et a été axée sur les sujets suivants :

- a) Renforcement des industries alimentaires par le développement intégré des activités de production, de transformation et de commercialisation des denrées alimentaires;
- b) Développement de la coopération technique et économique dans les industries alimentaires des pays en développement et, notamment, la question de l'accès de leurs produits aux marchés extérieurs.

4. Le Conseil du développement industriel a, à sa dix-septième session, tenue en avril-mai 1983<sup>3/</sup>, décidé d'inscrire la deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire et plus particulièrement sur les huiles et graisses végétales au programme des consultations pour la période biennale 1984-1985.

---

1/ Rapport de la première Consultation sur l'industrie des huiles et graisses végétales (ID/WG.260/9).

2/ Rapport de la première Consultation sur l'industrie alimentaire (ID/278).

3/ Rapport du Conseil de développement industriel sur les travaux de sa dix-septième session (Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément No 16 (A/38/16)).

5. L'ONUJI a organisé deux réunions d'experts dans le cadre de la préparation de la deuxième Consultation. La première de ces réunions, qui s'est tenue à Alexandrie, du 24 au 27 octobre 1983, a examiné les problèmes à résoudre en vue d'intégrer les secteurs agricole et industriel pour assurer le développement de l'industrie des huiles et graisses végétales (ID/WG.404/5). La seconde, qui s'est tenue à Vienne du 6 au 8 février 1984, était consacrée à l'examen des obstacles à la diversification des activités de traitement dans les pays en développement (UNIDO/PC.97).

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTEES

Question No 1 : Approche intégrée de l'industrie alimentaire :  
secteurs des huiles et graisses végétales, des aliments du  
bétail, de la viande et des produits laitiers

6. La Consultation est parvenue aux conclusions suivantes :

- a) Une approche intégrée peut souvent être la stratégie la mieux appropriée au développement de l'industrie alimentaire dans les pays en développement. C'est grâce à la coordination entre les institutions nationales intéressées dans un secteur donné de l'industrie qu'on peut le mieux formuler les orientations générales correspondant à cette approche. En outre, l'approche intégrée ouvre un vaste éventail de domaines de coopération qui devrait couvrir toutes les activités essentielles en la matière;
- b) Pour assurer le développement de l'industrie alimentaire, en particulier celle des huiles et graisses végétales, les pouvoirs publics comme les industriels devraient agir de concert afin de mettre en oeuvre des solutions visant à utiliser pleinement les capacités installées par le truchement d'un système intégré couvrant tous les aspects du problème, à savoir les apports de matières premières, la technologie, la classification, le marketing et la planification;
- c) Des consultations régionales sur l'industrie alimentaire, de préférence organisées par l'ONUDI, pourraient permettre de trouver des solutions aux problèmes et questions de caractère régional; ces consultations régionales devraient être organisées avant la tenue d'une nouvelle consultation mondiale sur la question.

7. La Consultation a recommandé que l'ONUDI, dans la limite des ressources existantes ou de celles qui pourraient être fournies volontairement à cet effet :

- a) Entreprenne, sur demande, dans un pays en développement, un projet d'assistance technique visant à illustrer l'application de l'approche intégrée au sous-système graines oléagineuses-protéines, y compris l'industrie de la viande et l'industrie laitière;
- b) Envisage d'organiser dans ce secteur des consultations régionales, éventuellement en liaison avec d'autres réunions régionales de l'ONUDI sur la question, chargées d'examiner en particulier des accords de collaboration régionale pour la fabrication d'éléments et de pièces de rechange, la possibilité de créer des associations industrielles régionales et d'éventuelles solutions aux problèmes que pose la sous-utilisation des capacités industrielles;
- c) Prenne des dispositions en vue d'assurer des examens périodiques par des conseillers indépendants de l'évolution de l'industrie des huiles et graisses végétales, et notamment des possibilités d'intensifier la coopération technique internationale, les transferts de technologie et la recherche-développement;

- d) Etablitse une liste des organisations et institutions gouvernementales des pays développés et en développement à même d'apporter une assistance technique aux pays en développement dans le domaine de l'industrie alimentaire, en particulier en matière de formation, d'études de faisabilité et de services consultatifs, et favorise les contacts entre les pays en développement qui sont disposés à fournir une assistance de ce type, notamment des conseils sur l'élaboration de systèmes d'intégration de la production et du traitement industriel, à d'autres pays en développement;
- e) Examine les possibilités de traiter les protéines végétales pour l'alimentation humaine, en particulier dans les pays où la famine est un risque majeur et où les terres sont en quantité limitée;
- f) Promeuve, le cas échéant, le développement de la production d'huiles et graisses végétales comestibles;
- g) Appelle l'attention des organismes des Nations Unies compétents sur l'impact des barrières tarifaires et non tarifaires sur le développement de l'industrie des huiles et graisses végétales;
- h) Renforce ses activités relatives à la formation de toutes les catégories de personnel de l'industrie des huiles et graisses végétales s'occupant du traitement, de l'entretien des équipements, du contrôle de la qualité, de la gestion et du marketing.

Question No 2 : Rôle des coopératives et des petites et moyennes entreprises dans le développement intégré de l'industrie alimentaire

8. La Consultation a conclu que, s'agissant d'accords de coopération entre coopératives et petites et moyennes entreprises de pays industrialisés, d'une part, et partenaires de pays en développement, d'autre part, il fallait distinguer nettement entre assistance et relations commerciales et que ces relations devaient tenir compte du niveau d'industrialisation du pays concerné. Elle a conclu en outre que les conditions à remplir pour renforcer la participation des coopératives des pays industrialisés étaient souvent applicables aux arrangements entre coopératives et petites et moyennes entreprises des pays en développement.

9. La Consultation a conclu qu'une participation accrue des coopératives ainsi que des petites et moyennes entreprises à la coopération internationale en vue du développement de l'industrie alimentaire dans les pays en développement serait très avantageuse du point de vue des opérations de production, de transformation et de commercialisation. Les participants à la Consultation devraient entreprendre d'encourager cette participation à l'aide de diverses mesures. A cet effet, la Consultation a recommandé aux participants :

- a) De favoriser et ménager des contacts directs accrus entre cadres de direction intéressés et leurs homologues ainsi que d'affecter des personnels compétents aux projets de développement;
- b) D'envisager de former des consortiums avec d'autres coopératives, d'autres organisations et entreprises intéressées ainsi que des institutions de financement en vue de renforcer leur capacité à participer à des projets de développement.

10. La Consultation a en outre conclu que les gouvernements des pays industrialisés et des pays en développement devraient envisager d'associer plus étroitement les coopératives ainsi que les petites et moyennes entreprises à leurs efforts de collaboration dans le domaine du développement industriel. Les gouvernements des pays en développement devraient créer des conditions favorables aux coopératives en général et à une coopération accrue entre leurs entreprises industrielles et les coopératives et les petites et moyennes entreprises d'autres pays. A cet effet, il est recommandé aux gouvernements :

- a) D'appuyer activement les coopératives et les petites et moyennes entreprises dans le cadre de l'aide apportée aux industries alimentaires des pays en développement, notamment en les associant aux activités liées à la formation et à l'éducation (surtout la formation des formateurs);
- b) De s'efforcer de coordonner étroitement l'action de toutes les instances gouvernementales et organisations non gouvernementales compétentes pour tout ce qui touche à l'industrie alimentaire;
- c) D'envisager de faire appel aux organismes coopératifs pour canaliser l'assistance aux coopératives des pays en développement;
- d) D'évaluer leurs politiques relatives aux coopératives et aux petites et moyennes entreprises de manière à favoriser la participation accrue de ces dernières à la coopération avec les pays en développement;
- e) D'encourager le recours aux services offerts par les coopératives des pays industrialisés et en développement pour la réalisation de projets de coopération technique, en particulier pour l'établissement d'études de faisabilité pouvant déboucher sur d'autres formes de participation, telles que contrats de gestion;
- f) D'envisager de convoquer - en consultation avec l'ONUDI - ou d'aider l'ONUDI à convoquer des réunions régionales ou sous-régionales chargées de définir les conditions et modalités précises d'une collaboration élargie entre les coopératives des pays industrialisés et divers partenaires des pays en développement en vue du développement de l'industrie alimentaire (suivant l'exemple de la Conférence internationale sur le potentiel de l'industrie alimentaire coopérative dans les pays en développement - vers une interdépendance mondiale, tenue à Ottawa).

11. La Consultation a conclu que les organisations internationales - gouvernementales et non gouvernementales - avaient un rôle important à jouer pour ce qui est de favoriser l'accroissement souhaitable de la participation des coopératives et des petites et moyennes entreprises au processus de développement. Dans le domaine du développement industriel - et plus particulièrement dans le secteur alimentaire - le rôle de l'ONUDI revêtait une importance particulière, et il serait très utile d'intensifier et de mieux focaliser les activités de l'ONUDI en vue de favoriser la participation des coopératives et des petites et moyennes entreprises au développement de ce secteur. Il est par conséquent recommandé que l'ONUDI, dans la limite des ressources existantes ou de celles qui pourraient être fournies volontairement à cet effet :

- a) Elabore des études de cas touchant des projets précis dans des pays en développement se trouvant à différents niveaux d'industrialisation, et définisse le rôle des coopératives et des petites et moyennes industries dans le développement de l'agro-alimentaire;
- b) Elabore, à la lumière de l'expérience acquise, un ensemble de suggestions touchant des mesures propres à stimuler la coopération entre les coopératives des pays industrialisés et des plus avancés des pays en développement d'une part, et les industries alimentaires des pays en développement d'autre part - notamment des mesures visant à promouvoir les échanges;
- c) Examine la possibilité de mettre en oeuvre un programme associant des organisations coopératives dans deux pays au moins, l'ONUDI jouant un rôle de promotion et de contrôle;
- d) Encourage des échanges accrus d'informations i) concernant des partenaires éventuels dans le secteur coopératif et les petites et moyennes entreprises des pays industrialisés et en développement en s'attachant à établir un fichier; ii) touchant des projets appropriés dans l'industrie alimentaire des pays en développement; iii) en ménageant des contacts plus fréquents entre parties intéressées; iv) en tirant parti des activités existantes, notamment des foires commerciales, pour favoriser la coopération;
- e) S'efforce de mieux coordonner les activités des institutions des Nations Unies et des autres organisations internationales s'occupant des coopératives.

## I. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### Ouverture de la Consultation

12. Le Chef du Service des négociations de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a ouvert la deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire et plus particulièrement sur les huiles et graisses végétales au cours de la séance du matin. L'élection des membres du bureau a eu lieu pendant cette séance et les déclarations officielles d'ouverture ont été reportées à la séance de l'après-midi.

13. Le Directeur exécutif adjoint de l'ONUDI a prononcé une allocution au nom du Directeur exécutif qui était dans l'impossibilité de participer à la Consultation. Le Directeur exécutif adjoint a souhaité la bienvenue aux participants et remercié le Gouvernement danois d'avoir accepté d'accueillir la deuxième Consultation.

14. Il a déclaré qu'il fallait adopter des mesures de coopération internationale pour surmonter les effets de la crise économique. Cette nécessité n'était nulle part plus manifeste que dans l'industrie alimentaire, eu égard en particulier à la famine sévissant dans certaines régions d'Afrique. Il a souligné l'importance de cette industrie en raison des emplois et des revenus qu'elle pouvait créer et des possibilités qu'elle offrait de conserver les denrées alimentaires et, par conséquent, d'accroître l'offre alimentaire et de lutter contre le gaspillage. Par ailleurs, l'urbanisation créant une demande accrue de produits alimentaires transformés, il était nécessaire d'assurer l'expansion de l'industrie alimentaire dans les pays en développement. Beaucoup de ces pays ont jusqu'ici échoué dans cette tâche, ce qui a eu de graves conséquences politiques et sociales. Le Directeur exécutif adjoint de l'ONUDI a souhaité que la deuxième Consultation contribue à développer le potentiel de cette industrie et formé des vœux pour le succès de ses travaux.

15. Le Sous-Secrétaire d'Etat adjoint au développement, l'ambassadeur Jens Ostenfeld, a, au nom du Ministre danois des affaires étrangères, souhaité aux participants la bienvenue à Copenhague. Ayant souligné l'importance du rôle joué par l'industrie alimentaire dans l'économie de la plupart des pays en développement, il a cité le cas de son pays qui, fondé sur une économie rurale, s'était en l'espace de deux ou trois générations seulement mué en pays industrialisé moderne. C'était en partie grâce à des liens étroits et dynamiques entre l'agriculture et l'industrie que le Danemark s'était taillé une réputation de producteur d'une vaste gamme de produits agro-industriels de qualité.

16. M. Ostenfeld a exprimé l'espoir que les participants mettraient à profit les possibilités de dialogue et de contacts offertes par la Consultation, notamment entre personnes jouissant d'une expérience pratique dans le secteur de l'industrie alimentaire. Il était convaincu que les participants et exposants dancis ainsi que les entreprises danoises devant faire l'objet d'une visite se réjouissaient à l'idée de faire partager leurs connaissances et d'en discuter. Il a formé le voeu que les participants abordent leurs travaux d'une manière pragmatique et professionnelle.

17. Le Chef du Service des négociations a, à son tour, souligné l'importance de l'industrie alimentaire. La solution au problème des pénuries alimentaires devrait être recherchée dans le cadre agro-industriel. Il a appelé l'attention des participants sur le bilan de la première Consultation sur l'industrie alimentaire et fait remarquer que les délibérations en cours trouvaient leur origine dans les conclusions et recommandations de cette Consultation.

18. Le développement intégré de l'industrie alimentaire était l'un des domaines à propos desquels il a suggéré certaines questions qui pourraient éventuellement retenir l'attention des participants à la Consultation : il convenait notamment d'examiner les mutations de la production mondiale de matières premières pour l'industrie des huiles et graisses végétales et d'évaluer l'utilisation des capacités de transformation industrielle de ces matières, d'élaborer des plans de développement et des politiques industrielles visant à créer un secteur national intégré qui permettrait de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, de créer un organe permanent d'experts internationaux en agro-industrie qui pourrait conseiller les organismes d'assistance technique extérieure et les pays en développement sur les mesures à prendre pour tirer pleinement parti des possibilités offertes par le sous-système des huiles et graisses végétales et des protéines animales.

19. Un autre domaine avait trait à la possibilité d'associer les coopératives de production alimentaire des pays développés à l'expansion de l'industrie alimentaire dans les pays en développement. Le Chef du Service des négociations a estimé qu'elles possédaient le savoir-faire dont pourraient bénéficier non seulement les coopératives mais aussi toutes les autres catégories d'entreprises de ces derniers pays.



Election du bureau

20. Ont été élus membres du bureau :

M. Mogens Jul (Danemark), professeur à l'Université royale de science vétérinaire et d'agriculture	Président
M. Edmundo Arias Torres (Mexique), de l'Instituto Politécnico Nacional et vice-président de l'Instituto Mexicano de Tecnologías Apropiadas	Rapporteur
M. Ali Abdel-Rahman Amin (Egypte), ingénieur-conseil, Egyptian Salt and Soda Co.	Vice-Président
M. Dato' B. Bek-Nielsen (Malaisie), directeur général, United Plantations Berhad	Vice-Président
M. Joachim Schede (Allemagne, République fédérale d'), directeur de l'Association de l'industrie allemande de la margarine	Vice-Président
M. István Varga (Hongrie), directeur de la Société d'exportation "Komplex"	Vice-Président

21. A l'occasion de son élection, le Président a déclaré que la deuxième Consultation devrait s'inscrire dans le cadre fixé par le mandat de l'ONUDI, les rapports des précédentes consultations sur les deux secteurs en question et les objectifs du Système de consultations, tels qu'ils sont définis dans le règlement intérieur<sup>4/</sup>, en particulier ceux touchant à la coopération entre pays développés et pays en développement et à la possibilité offerte aux parties intéressées d'entamer des négociations. Selon le Président, des négociations entre entreprises des pays développés désireuses de coopérer avec les pays en développement seraient conformes à ces objectifs.

Adoption de l'ordre du jour

22. L'ordre du jour ci-après a été adopté :

1. Ouverture de la Consultation
2. Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Présentation des questions par le secrétariat

---

<sup>4/</sup> Le Système de consultations (PI/84)

5. Examen des questions :

- a) Question No 1 :
- i) Approche intégrée de l'industrie alimentaire : secteur des huiles et graisses végétales, des aliments du bétail, de la viande et des produits laitiers
  - ii) Mesures pour améliorer le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie des huiles et graisses végétales des pays en développement
- b) Question No 2 :
- Rôle des coopératives et des petites et moyennes entreprises dans le développement intégré de l'industrie alimentaire
- c) Autres questions

6. Conclusions et recommandations

7. Adoption du rapport de la Consultation.

Création de groupes de travail

23. Les participants ont examiné la méthode de travail à retenir pour la deuxième Consultation et ont décidé de créer deux groupes de travail chargés d'étudier les deux questions présentées. Le programme adopté réduisait au minimum le laps de temps pendant lequel les deux groupes siégeaient simultanément de manière à permettre aux participants de prendre part aux délibérations de l'un et de l'autre.

24. M. Ousmane Dieng (Sénégal), directeur du Département études et projets, Société électrique et industrielle du BAOL, a été désigné président du Groupe de travail sur la question No 1 et M. Kenneth J. McCready (Canada), chef de la Section des organisations de producteurs, Service du marketing et de l'économie, Agriculture Canada, a été désigné président du Groupe de travail sur la question No 2.

Adoption du rapport

25. Le rapport de la deuxième Consultation, comprenant les conclusions, les recommandations et les rapports des deux groupes de travail, a été adopté par consensus à la dernière séance plénière, le vendredi 19 octobre 1984.

Documentation

26. Les participants ont exprimé leur gratitude à l'ONUDI pour la qualité des documents publiés pour la deuxième Consultation, dont la liste figure à l'annexe II.

## II. RAPPORT DE LA PLENIERE

### Présentation des questions

Question No 1 : Approche intégrée de l'industrie alimentaire : secteurs des huiles et graisses végétales, des aliments du bétail, de la viande et des produits laitiers (ID/WG.427/6 et Add.1)

27. Un représentant du secrétariat a rappelé les conclusions et recommandations de la première Consultation sur l'industrie alimentaire touchant la nécessité, pour les pays en développement, d'adopter une approche intégrée des problèmes que pose le développement de leur industrie. Par la suite, l'ONUDI a retenu, à titre d'exemple, le sous-système oléagineux - protéines animales, et a étudié le réseau de relations technico-économiques au sein de ce sous-système (ID/WG.427/4).

28. Il a suggéré que la deuxième Consultation examine les points suivants :

- a) Utilisation plus efficace des ressources locales grâce à l'élaboration de solutions de rechange au modèle maïs-soja;
- b) Optimisation de la valeur des produits de l'industrie de l'huile grâce à l'application méthodique de systèmes de fixation des prix.

29. En ce qui concerne le problème plus précis de la sous-utilisation de la capacité de l'industrie des huiles et graisses végétales dans les pays en développement, il a passé en revue toute une série de causes possibles et a suggéré les mesures suivantes :

- a) Adoption de politiques organisationnelles, sociales, économiques et financières en vue d'assurer un approvisionnement suffisant en matières premières;
- b) Application d'une approche intégrée au développement de cette industrie au niveau national, et coordination éventuelle aux niveaux bilatéral ou sous-régional;
- c) Mise en place de mécanismes de commercialisation adéquats et, notamment, application des normes de qualité et des spécifications en vigueur;
- d) Coopération entre pays en développement en vue d'accroître l'utilisation de la capacité par la création de coentreprises;
- e) Promotion de la création de coentreprises entre pays en développement et pays développés pour le traitement des oléagineux, utilisant à cet effet les installations modernes existant dans les pays en développement.

Question No 2 : Rôle des coopératives et des petites et moyennes entreprises dans le développement intégré de l'industrie alimentaire (ID/WG.427/7)

30. Un représentant du secrétariat, rappelant les recommandations de la première Consultation sur l'industrie alimentaire, a suggéré que les participants examinent les questions suivantes :

- a) Pourquoi a-t-on vu dans les coopératives et les petites et moyennes entreprises de nouveaux partenaires susceptibles de collaborer avec les pays en développement ?
- b) Quelles devraient être les conditions et modalités concrètes d'une coopération accrue des coopératives des pays développés avec divers partenaires des pays en développement ?

31. Présentant à la Consultation, pour examen, un certain nombre de réponses possibles à ces questions, il a noté que les petites et moyennes entreprises rencontraient des problèmes pour obtenir les concours financiers nécessaires notamment en ce qui concerne les facilités de crédit, les garanties des risques, et les garanties additionnelles de prêts. En outre, ces entreprises avaient besoin d'un mécanisme d'information efficace pouvant faciliter leurs contacts avec les pays en développement.

Résumé des délibérations

32. La plénière a examiné les aspects généraux des questions soulevées. Un participant, se référant à un document établi par des représentants de son pays, a formé le vœu que les délibérations aboutissent, premièrement, à un consensus sur les principes généraux et les grandes lignes d'un projet global de développement intégré de l'industrie alimentaire dans les pays en développement et, deuxièmement, à la définition de domaines précis de coopération et de mesures pratiques à appliquer dans ces domaines. S'agissant du rôle potentiellement important des coopératives et organisations agricoles, ainsi que des petites et moyennes entreprises, il a signalé certaines de leurs limites et suggéré que ces entreprises bénéficient d'un soutien visant à faciliter le développement de leurs activités au niveau international.

33. Un autre participant a convenu de l'importance que revêtait pour les pays en développement l'adoption d'une approche intégrée du développement de leur industrie alimentaire. Ils pourraient ainsi utiliser plus intensivement leurs matières premières, créer des industries nationales et utiliser pleinement leurs capacités, même s'il n'existait pas de politique unique pouvant être

adaptée aux besoins de tous les pays. La coopération internationale pouvait se révéler efficace dans l'application de cette approche, surtout si différents types de partenaires étaient disponibles. La mise sur pied d'un système d'information pouvait contribuer à promouvoir la coopération internationale en matière de formation, de recherche-développement, de commercialisation et de transports.

34. De l'avis d'un participant, l'aide étrangère devrait être réorientée car, pour des raisons diverses, elle avait produit des résultats négatifs. Il a souligné que le problème essentiel qui se posait à de nombreux pays en développement était la faiblesse des prix des huiles végétales sur le marché international, avec pour résultat une rémunération insuffisante de l'activité des agriculteurs. Un observateur s'est rangé à cet avis et a ajouté que l'insuffisance des approvisionnements de matières premières résultait souvent d'un manque de synchronisation entre les politiques et les techniques agricoles, et que les politiques d'industrialisation des zones urbaines et rurales devaient être réexaminées. S'agissant de la coopération internationale, ce même observateur a appelé les coopératives des pays développés et en développement à intensifier leur participation.

III. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION No 1 :  
APPROCHE INTEGREE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE :  
SECTEURS DES HUILES ET GRAISSES VEGETALES,  
DES ALIMENTS DU BETAIL, DE LA VIANDE ET  
DES PRODUITS LAITIERS

Résumé des délibérations

35. On a reconnu que l'approche intégrée constituait la stratégie la plus appropriée à la poursuite du développement de l'industrie alimentaire. On a aussi reconnu toutefois qu'il n'y avait pas de stratégie type applicable aux pays se trouvant à des stades de développement différents.

36. Un participant a dit qu'il fallait définir les limites de l'intégration; il a contesté l'utilité de certaines opérations consistant à nourrir les animaux de céréales alors que, dans le cas de la volaille, le taux de conversion était très bas, 8 kilocalories de céréales ne permettant d'obtenir qu'une kilocalorie de viande.

37. Evoquant le problème alimentaire mondial, un participant a fait observer que le principal obstacle à une nutrition satisfaisante n'était pas le déficit alimentaire mais la pauvreté. Etant donné que dans de nombreux pays en développement, les possibilités les plus intéressantes de développement industriel se trouvaient dans le secteur alimentaire, il convenait d'accorder un rang de priorité élevé à l'expansion de ce secteur qui pouvait contribuer à l'accroissement du revenu. Toutefois, l'industrie alimentaire était souvent considérée avec méfiance parce qu'elle renchérisait les produits alimentaires, mais, du point de vue nutritionnel, son intérêt tenait aux possibilités qu'elle offrait d'accroître le revenu. Si l'on organisait cette industrie de manière qu'elle profite aux couches les plus modestes de la population, son aptitude à fournir des emplois et un revenu aux pauvres favoriserait dans la plupart des cas les progrès de la nutrition ainsi que le développement socio-économique. A cet égard, quelques participants ont souligné que les pays en développement devraient peut-être exporter des produits alimentaires à valeur élevée, tels que les crevettes ou l'huile d'arachide, afin de se procurer les devises nécessaires pour l'importation des aliments de base, de matériel agricole et de pièces de rechange.

38. De l'avis d'autres participants, les pays en développement devraient coordonner leurs politiques en matière d'agriculture, d'industrie, de commercialisation et de consommation, en vue de formuler une politique d'ensemble permettant d'appliquer l'approche intégrée au développement de l'agro-alimentaire. Il serait ainsi plus facile d'user au mieux de l'assistance extérieure, notamment technique et financière.

39. Tout en marquant son accord avec l'application de l'approche intégrée au sous-système graines oléagineuses-protéines, un autre participant a fait valoir que les sociétés transnationales et les entreprises nationales opéraient simultanément au niveau des différentes composantes du sous-système et qu'il était donc difficile - étant donné la diversité de leurs objectifs - de réaliser l'intégration.

40. Quelques participants ont estimé que les pays en développement ne devraient pas chercher à instaurer une intégration complète mais explorer les possibilités qu'offrait la structure existante des échanges internationaux, optimisant ainsi l'efficacité de la production globale par rapport aux caractéristiques de la demande. Marquant son désaccord, un participant a fait observer que, dans l'histoire, ces structures commerciales s'étaient avérées iniques et que les pays en développement s'en étaient trouvés relégués à un rôle de fournisseurs de matières premières. Il a ajouté que certains de ces pays n'avaient pas suivi le principe de l'efficacité commerciale optimale, ce qui leur a permis non seulement d'assurer dans de meilleures conditions la transformation industrielle des matières premières agricoles, mais aussi d'intégrer leurs structures agro-industrielles et de s'affranchir ainsi des contraintes du marché international des produits industriels.

41. Un participant a souligné la nécessité d'établir des liens étroits entre l'agriculture et l'industrie. Il était possible que les pouvoirs publics ne soient pas en mesure d'établir ces liens, mais il faudrait qu'ils assurent les services d'infrastructure nécessaires pour les renforcer.

42. Un participant a déclaré que si l'intégration était indispensable au développement de l'industrie alimentaire, elle était fortement influencée par la structure des coûts et des prix dont il conviendrait de tenir compte dans la planification industrielle.

43. Un autre participant a estimé qu'il faudrait mettre en place un mécanisme de stockage régulateur, en particulier pour l'huile de palme afin d'atténuer les effets néfastes des fluctuations des cours mondiaux. Il a suggéré que

l'ONUUDI soit invitée à envisager d'entreprendre un projet de ce type en coopération avec la CNUCED et d'autres organisations intéressées. Toutefois, de l'avis d'un autre participant, des capacités de stockage suffisantes existaient dans les zones de consommation.

44. D'autres participants ont souligné l'importance, pour le secteur alimentaire, des réglementations officielles en tant que base des politiques d'industrialisation.

45. Un participant a évoqué les difficultés que soulevait l'établissement de politiques cohérentes de développement intégré, et a proposé que des séminaires soient organisés dans les pays en développement avec la participation d'organisations internationales et de représentants de pays développés en vue de fournir des conseils sur la définition de politiques nationales de développement intégré.

46. Un participant a cité un exemple d'intégration, au niveau national, entre l'industrie des huiles végétales et d'autres secteurs alimentaires. Dans ce contexte, il a appelé l'attention sur la nécessité d'une coopération entre l'ONUUDI, la FAO et d'autres institutions des Nations Unies.

47. Certains participants ont fait observer que, du fait de l'évolution des habitudes alimentaires et des approvisionnements en matières premières, il fallait opérer des changements dans la structure industrielle. Il a été suggéré que les pays en développement suivent cette évolution en vue de perfectionner et de moduler les politiques régissant le développement de leur industrie alimentaire.

48. Un participant a déclaré que les pays en développement devraient accorder la priorité à l'autosuffisance alimentaire de préférence aux importations. Un autre participant a souligné la nécessité, pour les pays en développement, de faciliter les exportations d'huiles raffinées et d'éliminer les barrières commerciales.

49. Un autre participant a fait observer que le Centre du commerce international (CCI) pouvait fournir une assistance sous la forme, par exemple, d'une documentation sur le commerce des aliments du bétail et d'huiles végétales.

50. Un participant a suggéré que l'ONUUDI soit invitée à élaborer, à l'intention des séminaires nationaux sur l'industrie alimentaire, une documentation accordant une attention particulière à l'industrie des huiles et graisses végétales.



51. De nombreux participants ont relaté la situation de l'industrie des graines oléagineuses dans leur pays et ont demandé aux pays développés des concours allant des capitaux à l'assistance technique et la commercialisation.
52. Plusieurs participants ont estimé qu'il convenait de créer, au niveau des villages, des unités pour le traitement des graines oléagineuses, etc. Un participant a offert une assistance technique en ce domaine.
53. Un participant a souligné la nécessité d'une collaboration spéciale en faveur des pays en développement visant à améliorer la qualité des produits pour satisfaire aux normes applicables aux exportations, et à offrir des créneaux favorables aux exportations de ces pays, en faisant valoir que ces derniers disposaient parfois d'excédents qu'ils étaient incapables de commercialiser localement. Un autre participant a exposé la teneur d'un programme de coopération existant pour la production de protéines à base d'oléagineux et la mise au point de produits et de procédés.
54. Un participant a fait observer qu'il était nécessaire de pouvoir ménager un accès plus direct aux acheteurs potentiels sans avoir à passer par des intermédiaires opérant sur le marché des graines oléagineuses et des produits connexes.
55. De nombreux participants des pays développés et quelques participants représentant des pays en développement plus avancés se sont déclarés disposés à fournir une assistance aux pays en développement. Un participant, donnant un exemple concret, a expliqué comment un projet pleinement intégré concernant le traitement des graines de coton aidait un pays en développement. D'autres exemples de ce type ont été cités. Un autre participant a souligné la nécessité de bien évaluer la faisabilité technique et financière des projets avant de conclure des accords. Tous les accords de coopération devaient être mutuellement avantageux.
56. Un participant a appelé l'attention sur l'importance qu'il y avait de créer des entreprises du secteur public et a offert la coopération de son pays sous forme de services d'experts, de formation et d'installations nécessaires.
57. Un autre participant a suggéré que l'ONUDI tienne à jour une liste des organisations et des institutions gouvernementales capables de fournir une assistance technique aux pays en développement. Il a dit que les gouvernements devraient fournir les informations requises à l'ONUDI.

58. Les modalités de la coopération ont fait l'objet d'un large débat. Un participant a fait observer que la plupart des pays en développement étaient conscients de leurs problèmes et savaient ce dont ils avaient besoin; toutefois, il fallait fixer des priorités pour le développement et déterminer quels projets étaient réalisables. Il a souligné que l'élément formation devrait recevoir une attention particulière. Les efforts de formation devaient être adaptés aux besoins du pays qui escomptait en bénéficier. Un participant a fait valoir que la formation devait porter également sur les techniques de transformation et le contrôle de la qualité. Il pouvait donc arriver que, pour assurer une formation valable dans des installations et des laboratoires très perfectionnés, il faille adopter la méthode alternée, combinant formation théorique et formation pratique. Qui plus est, les installations de recherche-développement existant dans certains pays pouvaient être mises à la disposition d'autres pays.

59. Quelques participants ont suggéré que l'ONUDI envisage de favoriser les contacts entre pays en développement disposés à fournir une assistance technique et d'autres pays en développement.

60. Un participant a fait valoir qu'une coopération était nécessaire en matière de financement et qu'il fallait des coentreprises pour la modernisation des industries existantes. L'ONUDI pourrait envisager de jouer un rôle d'intermédiaire à cet égard.

61. Un participant a indiqué que les insuffisances de la planification industrielle, les fluctuations des politiques commerciales et l'insuffisance de la production agricole figuraient parmi les principales causes de la sous-utilisation actuelle des capacités dans le secteur des huiles et graisses végétales des pays en développement.

62. Deux participants ont indiqué que l'établissement de programmes adéquats d'entretien, l'amélioration des approvisionnements et la constitution de stocks régulateurs de pièce de rechange étaient des éléments clefs permettant de surmonter l'une des difficultés à l'origine de la sous-utilisation des capacités. Plusieurs participants ont indiqué que leur pays était disposé à contribuer au financement des fournitures de pièces de rechange et de machines dans les pays en développement ou à appuyer la production de ces éléments dans le cadre de coentreprises.

63. Plusieurs participants ont souligné que l'ONUDI pouvait jouer un rôle important dans le règlement des problèmes que pourraient poser l'accroissement de la population et l'urbanisation.

IV. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION No 2 : ROLE DES  
COOPERATIVES ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES  
DANS LE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE  
L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Résumé des délibérations

64. De nombreux participants ont évoqué le développement de la base de production dans les pays en développement et le rôle des coopératives dans ce domaine. Certains d'entre eux ont signalé qu'il existait chez eux des coopératives solides dans les secteurs agricole et alimentaire (pêche, élevage, produits laitiers, coprah, coton, huile d'olive, sucre), tandis que d'autres faisaient observer que le secteur coopératif jouait un rôle très modeste. Plusieurs participants ont souligné que la participation des coopératives au développement de la base de production devait - dans chaque pays - répondre aux conditions concrètes et au modèle de développement choisi. On est convenu que ces problèmes étaient certes extrêmement importants mais que la discussion devait être axée sur les mesures à prendre pour motiver les coopératives et les petites et moyennes entreprises, et faciliter leur participation au développement intégré du secteur alimentaire.

65. De nombreux participants ont marqué leur intérêt pour une participation accrue des coopératives et des petites et moyennes entreprises des pays industrialisés ou en développement à la promotion de l'industrie alimentaire. Un participant a indiqué que son pays préférerait travailler dans un cadre Sud-Sud, les activités qu'il a menées jusqu'ici avec les pays développés n'ayant pas toujours été mutuellement avantageuses.

66. Plusieurs participants ont évoqué les problèmes de formation de techniciens et de gestionnaires. Il s'agissait là de compétences pour lesquelles une assistance extérieure apportée par des coopératives et des petites et moyennes entreprises serait particulièrement opportune, soit dans le cadre de stages de formation, soit dans le cadre de coentreprises assurant une formation en cours d'emploi.

67. D'autres participants se sont déclarés prêts à fournir diverses formes d'assistance et de collaboration technique, notamment en matière de formation. Certains participants ont cité de nombreux domaines - coentreprises, assistance financière, transferts de technologie et de compétences en matière de

gestion, etc. - dans lesquels leurs coopératives pourraient aider les pays en développement. Certains participants ont souligné à cet égard le rôle et l'importance des coopératives de consommateurs.

68. Un participant a exposé en détail les objectifs et les résultats de la Conférence sur les possibilités d'actions coopératives dans l'industrie alimentaire des pays en développement, qui s'est tenue à Ottawa en août 1983. Bien qu'ayant pour thème principal la création de possibilités de contacts directs entre coopératives des pays industrialisés et des pays en développement, cette conférence a contribué à définir les questions soumises à l'examen de la deuxième Consultation. Certaines des conclusions de la Conférence d'Ottawa insistaient sur l'importance de politiques alimentaires d'ensemble pour l'intégration de l'industrie alimentaire, sur la nécessité d'améliorer les mécanismes de consultation entre les pouvoirs publics et les coopératives, sur les conditions d'une coopération élargie et sur le rôle important des institutions internationales dans l'approfondissement de la coopération dans ce domaine.

69. Le Président a ensuite invité les participants à formuler des observations précises sur les quatre questions soulevées dans le document thématique relatif au rôle des coopératives et des petites et moyennes entreprises dans le développement intégré de l'industrie alimentaire (ID/WG.427/7).

70. Les participants ont formulé un certain nombre d'observations concernant la première question : Quels sont les facteurs propices ou défavorables à une participation accrue des coopératives et des petites et moyennes entreprises à la promotion du développement intégré de l'industrie alimentaire ?

71. Ils sont convenus, comme l'avaient conclu la première Consultation et la Conférence d'Ottawa, qu'il serait utile d'élargir la gamme des partenaires aux petites et moyennes entreprises et aux coopératives des pays développés et des pays en développement relativement industrialisés. Ces nouveaux partenaires conviendraient mieux du fait de leur longue expérience des industries alimentaires, de leurs infrastructures institutionnelles bien établies, de la répartition plus équitable du capital et de leur aptitude à fournir une technologie adaptée aux besoins des pays en développement. Certains participants ont aussi estimé qu'en raison de leur origine et de leur expérience, les coopératives seraient mieux en sympathie avec les objectifs de développement et les aspirations des pays en développement.

72. Plusieurs participants ont souligné qu'il était crucial d'identifier dans les pays en développement des partenaires appropriés, qui pouvaient être des entreprises privées, publiques ou coopératives.

73. La nature de la participation des coopératives et des petites et moyennes entreprises varierait suivant la structure économique et les objectifs de développement des pays bénéficiaires. Dans les pays en développement où les activités agricoles et de transformation étaient peu avancées, cette participation serait assurée grâce à une assistance qui pourrait comprendre l'éducation et la formation. Dans ceux d'entre eux où ces activités étaient plus solidement établies, la participation pourrait prendre la forme de coentreprises alimentaires. Dans les pays dotés d'une structure agricole et industrielle bien développée, des contrats de gestion, des stages de formation et des services consultatifs présenteraient un intérêt particulier.

74. Plusieurs participants ont fait valoir que la responsabilité des nouveaux partenaires à l'égard de leurs membres ou actionnaires limitait leurs possibilités de participation. Les arrangements de coopération devaient s'articuler sur les objectifs des coopératives, être compatibles avec leur vocation et, souvent, être rentables.

75. On a aussi souligné les facteurs liés au contexte législatif, économique et éducatif. On a cité comme conditions préalables à l'élargissement de la collaboration, l'existence dans les pays en développement d'un régime juridique propice à la participation étrangère, la stabilité politique, la stabilité de la monnaie et des prix, des perspectives économiques favorables dans l'industrie considérée, et l'existence d'une infrastructure dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de la formation.

76. Un participant a souligné le rôle du financement dans l'élargissement éventuel de la coopération ainsi que la nécessité de prendre en compte diverses possibilités telles qu'arrangements triangulaires entre institutions de financement, fournisseurs et bénéficiaires, et activités entreprises par des consortiums de coopératives.

77. Lors de l'examen des questions relatives à la collaboration et aux politiques gouvernementales, exposées dans le document thématique (ID/WG.427/7, p. 15), plusieurs participants ont cité les grands domaines de collaboration suivants : études de faisabilité, formation et gestion, techniques de stockage et de conservation, traitement industriel, création d'institutions, technologie et recherche, ainsi que financement et notamment cofinancement.

78. Pour qu'une telle collaboration soit viable, les partenaires des pays industrialisés devraient ne rien ignorer des conditions propres aux pays en développement avec lesquels ils collaborent, respecter les conditions locales et employer du personnel local convenablement formé.

79. Certains participants ont souligné l'importance de la participation des coopératives à l'établissement d'études de faisabilité, faisant valoir qu'une fois ces études entreprises par les sociétés transnationales, il était difficile pour les coopératives et les petites et moyennes entreprises de jouer un rôle dans les projets qui pourraient en résulter. De nombreux participants ont cité un certain nombre d'instruments de cette coopération : contrats, mises en concurrence de groupes d'entreprises, études de faisabilité financées bilatéralement, coentreprises, projets clefs en main, consultance, systèmes de franchisage et d'octroi de licences.

80. Certains partenaires ont souligné la nécessité de distinguer entre les coopératives et les petites et moyennes entreprises, ces dernières ayant parfois besoin de davantage de stimulation et d'information avant de pouvoir coopérer avec les pays en développement.

81. De nombreux participants ont souligné l'importance que revêtait l'appui apporté par les pouvoirs publics aux coopératives et aux petites et moyennes entreprises, appui qui pouvait se concrétiser par différents types de mesures, notamment dans les domaines financier, fiscal et législatif.

82. Quelques participants ont fait remarquer qu'il convenait d'organiser des réunions régionales et sous-régionales en vue d'examiner les conditions et les modalités précises d'une poursuite de la collaboration.

83. S'agissant de la question relative au rôle des organisations internationales, dont l'ONUDI (document thématique ID/WG.427/7, p. 15), les participants sont convenus de l'importance du rôle d'appui que jouaient ces organisations.

84. En ce qui concerne le rôle fondamental joué par l'ONUDI dans la promotion de cette collaboration, plusieurs participants ont souligné la nécessité d'intensifier le flux d'informations relatives aux partenaires potentiels et aux projets appropriés dans les pays en développement. Cette diffusion de l'information devrait être facilitée par des contacts réguliers entre les parties intéressées.

85. Certains participants ont estimé qu'il était nécessaire d'assurer une meilleure coordination entre les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales qui prenaient part directement à la promotion des activités des coopératives.

86. Certains participants ont souhaité que l'ONUDI établisse des monographies sur la participation actuelle des coopératives et des petites et moyennes entreprises au développement des industries alimentaires dans les pays en développement.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

Australie

Paul Manaccan Smith, First Secretary, Australian Embassy,  
Kristianiagade 21, 2100 Copenhagen, Danemark

Autriche

Franz Hannak, Executive Vice President, Vogelbusch Ges.m.b.H.,  
Blechturm-gasse 11, 1050 Vienne

Rudolfine Kolmer, Technischer Direktor, Fachverband der österr. Speiseöl  
Und Fettindustrie, Stadlauerstrasse 41, 1220 Vienne

Bangladesh

Abu Fazal Muhammad Asafzah, General Manager, Dhaka Vegetable Oil  
Industries Ltd., 28/1, Toynbee Circular Road, Motijheel Commercial Area,  
Dhaka 2

Belgique

José Libert, Secrétaire général, Conseil central de l'économie,  
17-21, avenue de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles

Ginette Parent-Colson, Fonctionnaire, Conseil central de l'économie,  
17-21, avenue de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles

Jean-Pierre Godfurnon, Inspecteur général, Ministère des affaires  
économiques, 2359 de Neeus, 1040 Bruxelles

Jean-Paul Van Hoeydonck, Marketing and Sales Manager for the Middle East,  
S.A. Extraction De Smet N.V., Prins Boudewijnlaan 265,  
2520 Edegem-Antwerpen

Brésil

Regina Lago, Head of Department of Fats and Oils Technology, Empresa  
Brasileira de Pesquisa Agropecuária (AMBRAPA), Av. das Américas 29501,  
Guaratiba -CEP 23000, Rio de Janeiro

Burkina Faso

Adama Joseph Sombié, Conseiller des affaires économiques, Ministère de  
la promotion économique, Direction générale de l'industrie et de  
l'artisanat, B.P. 258, Ouagadougou



Canada

Kenneth J, McCreedy, Chief, Producer Organizations Section, Marketing and Economics Branch, Agriculture Canada, 930 Carling Avenue, Ottawa

Bruce M. Thordarson, Executive Director, Co-operative Union of Canada, 237 Metcalfe Street, Ottawa K2P 1R2

Chili

Ricardo Hepp, Ministro Consejero, Misión de Chile ante las Comunidades Europeas, Ministerio de Relaciones Exteriores, avenue Louise 326, 5 Piso, Bruxelles, Belgique

Chine

Xijie Fu, Adviser to the Permanent Representative, Permanent Mission of the People's Republic of China to UNIDO, Untere Donaustrasse 41, 1020 Vienne, Autriche

Côte d'Ivoire

Kouassi David Konan, Directeur, Technique générale de palm-industrie, B.P. V 239, Abidjan

Cuba

Rogério Santana, Chargé d'affaires, Embajada de Cuba, Dag Hammarskjölds Alle 42, Copenhague, Danemark

Danemark

Erik Fiil, Head of Division, Ministry of Foreign Affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhague K

Henrik R. Iversen, Head of Division, Ministry of Foreign Affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhague K

Jesper Knudsen, Permanent Representative, Permanent Mission of Denmark to International Organizations, Führichgasse 6, 1015 Vienne, Autriche

Johannes Dahl-Hansen, Deputy Head of Division, Ministry of Foreign Affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhague K

Anna Sogaard Madden, Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhague K

Kjeld Juel Petersen, Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhague K

Lars Rimner Pedersen, Commercial Attaché, Ministry of Foreign Affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhague K

Mogens H. Jul, Associate Professor, Department of Food Preservation,  
Royal Veterinary and Agricultural University, Howitzvej 13,  
2000 Copenhagen F

Lars Benkert, Head of Section, Ministry of Industry, Slotsholmsgade 12,  
1216 Copenhagen K

Per Green, Vice President, United Breweries (IFAIU),  
Forskningscentret Venlighedsvej 4, 2970 Horsholm

Carsten Okholm-Hansen, Head of Section, The Industrialization Fund for  
Developing Countries (IFU), Bremerholm 4, 1069 Copenhagen K

Erik Hovgaard Jakobsen, Head of Department, Agricultural Council of  
Denmark, Axeltorv 3, 1609 Copenhagen V

Vagn Jensen, Head of Department, Danish Chamber of Commerce,  
Borsen, 1217 Copenhagen K

Vagn Jespersen, Consul General President, C.E. East of Copenhagen,  
Ingerslevsgade 44, 1705 Copenhagen V

Erik Juul Jorgensen, Director, Institute for Food Studies and  
Agroindustrial Development, Venlighedsvej 4, 2970 Horsholm

Visti Andersson, Sales Manager, DDS Engineering, Langebrogade 5,  
1001 Copenhagen K

Knud Overgaard, Head of Department, Agricultural Council of Denmark,  
Axeltorv 3, 1609 Copenhagen V

Viktor Sondergaard, Secretary, Danish Federation of Food and Allied  
Workers, Vendersgade 24, 1323 Copenhagen K

Erik Thoke, Director, Haustrups Fabriker, Naesbyvej 20,  
5100 Odense C

Tage Angelstoft, Departmental Manager, Dansk Sojakagefabrik ApS.,  
Islands Brygge 24, 2300 Copenhagen S

Dorthe Demuth, Secretary, Federation of Danish Industries,  
H.C. Andersens Boulevard 18, 1596 Copenhagen V

Peter R.C.T. Saugman, Senior Executive, Corporate Secretary, Danish  
Turnkey Dairies Ltd., Europaplads 2, 8000 Aarhus C

Kai Lund, Chief Consultant, Federation of Danish Industries,  
H.C. Andersens Boulevard 18, 1596 Copenhagen V

Finn Ulrik Svendsen, Director, Food Scientist, SCAFOCOM/Lindholst,  
Smerkildevej 8, 3400 Hillerød

Henrik Nyhuus, Engineer, Institute for Studies of Food and Agroindustrial  
Development, Venlighedsvej 4, 2970 Horsholm

Jan Fagerlund, Project Engineer, Lindholm + Co., 8280 Trige

Kenn H. Michelsen, Export Manager, Lidarina A/S., Vandtaarnsvej 77,  
Soborg - Copenhagen

Palle B. Bischoff, Director, A/S Atlas-Danmark, Baltorpvej 154,  
2750 Ballerup - Copenhagen

Therkel Hauberg Nielsen, Sales Manager, Denmark Dairy Development  
Corporation, 22 Frederiks Allé, 2900 Aarhus C

Egypte

Ali Abdel-Rahman Amin, Consulting Engineer, Egyptian Salt and Soda Co.,  
Moharem Bey, Alexandrie

Yousef Houila, General Manager, Alexandria Oil and Soap Company,  
Karmos, Alexandrie

Espagne

Agustín Cerda Rubio, Subdirector General de Industrias Manufactureras,  
Ministerio de Industria y Energía, Paseo de la Castellana No. 160, Madrid

José María Sobrino Las Heras, Jefe de Sección de Industrias Cárnicas,  
Lácteas y Conserveras, Ministerio de Industria y Energía, Paseo de la  
Castellana No. 160, Madrid

Manuel Rodríguez-Rebollo, Jefe de "Industrias Cárnicas", Ministerio de  
Agricultura, Pesca y Alimentación, Paseo Infanta Isabel 1, 28071 Madrid

Eduardo O. de Toledo, Commercial Counsellor, Embassy of Spain,  
H.C. Orstedvej 7B, Copenhagen

Etats-Unis d'Amérique

Sherwin Gardner, Vice-President, Science and Technology,  
Grocery Manufacturers Association of America, 1010 Wisconsin Ave., NW,  
Washington, D.C. 20007

Arthur Woelfle, Chairman, Kraft Foods Incorporated. Kraft Court,  
Glenview, Illinois

Edmund Lowe Nichols, US Agricultural Counsellor, American Embassy,  
Dag Hammarskjölds Alle 24, 2100 Copenhagen O, Denmark

Ethiopie

Abate Limenih, Manager, Ethiopian Food Corporation,  
P.O.Box 2345, Addis-Abeba

Finlande

Kaj L.W. Massalin, Director, EKA Corporation/Margaron, Käenkuja 5,  
00500 Helsinki

France

Jean-Marie Travers, Chargé de mission, Direction des Nations Unies  
et des Organisations Internationales, Ministère des relations  
extérieures, 37 quai d'Orsay, 75007 Paris

Gabriel Keller, Conseiller, Mission Permanente de la France auprès  
de l'Organisation des Nations Unies, Walfischgasse 1, 1010 Vienne, Autriche

Henri Desroche, Professeur, Direction du collège coopératif,  
7, avenue Franco-russe, 75077 Paris

Claude-Jean Defromont, Directeur, Département Huilerie, Compagnie  
française pour le développement des fibres textiles (CFDT), 13 rue  
Monceau, Paris 8<sup>e</sup>

Claude Blayo, Ingénieur, Société pour l'équipement des industries  
chimiques, 100-102 Terrasse Boieldieu, Puteaux, cedex 11,  
Paris la Défense

Grèce

Dimitri Vasilakopoulos, Director, Ministry of National Economy,  
Division of International Economic and Financial Organizations,  
Syntagma Square, Athènes

Guatemala

Leonel Hernández-Cardona, Ministro de Economía, Ministerio de Economía,  
Palacio Nacional, Guatemala A.C.

César Soto, Viceministro de Economía, Ministerio de Economía,  
Palacio Nacional, Guatemala A.C.

Guinée

Macki Bah, Technologue en industrie alimentaire, Ministère de l'industrie,  
B.P. 884, Conakry

Hongrie

István (Steven) Varga, Director, "Komplex" Foreign Trade Company,  
Népköztársaság utja 10, Budapest VI

János Juhasz, Deputy Director, Co-operative Research Institute,  
P.O.Box 398, 1371 Budapest

Laszlo Györy, Agricultural Attaché, Embassy of the Hungarian People's  
Republic, 2920 Charlottenlund, Strandvejen 170, Copenhagen, Denmark

Inde

Kavi Vira Gupta, Managing Director, National Co-operative Development  
Corporation, 4 Siri Institutional Area, Hauz Khas, New Delhi 110016

P. Murari, Additional Secretary, Department of Industrial Development,  
Ministry of Industry, New Delhi

Indonésie

-Ramlan, Commercial Director, Agriculture Department, Palp VII,  
Bah Jambi, Pamatang Siantar, North Sumatra

Herbert Tobing, Department of Agriculture and Technology, Perusahaan  
Negara, Perkebunan VII, Bah Jambi, Pamatang Siantar, North Sumatra

Israël

Tzipora Rimon, First Secretary, Embassy of Israel, Lundevangsvej 4,  
2900 Hellerup, Denmark

Avigdor Rekah, Director of Industrial Co-operative Movement in Israel,  
Histadruth Havaad Hapoel, Arlozorof 96, Tel Aviv

Italie

Lino Visani, Lega Nazionale delle Co-operative e Mutue, Via A. Guattani 9  
00161 Rome

Francesco Mongelli, Lega Nazionale delle Co-operative e Mutue,  
Via A. Guattani 9, 00161 Rome

Kenya

Gilbert Omondi Oyuyo, Economist, UNDP/FAO Marketing Project,  
P.O.Box 30218, Nairobi

Malaisie

Kia Sang Law, Technical Advisory Service Officer, Palm Oil Research  
Institute of Malaysia, Lot 6, Persiaran Institusi, B.B. Bangi, Selangor

Dato' B. Bek-Nielsen, Managing Director, United Plantations Berhad,  
Jendarata Estate, Teluk Intan, Perak

Maniam Ramachandran, Economist/Financial Analyst, Malaysian Industrial  
Development Authority (MIDA), Wisma Damansara, Jalan Semantan,  
Kuala Lumpur

Mali

Sada Mamadou Diallo, Vice-Président de la chambre de commerce Bamako,  
Président directeur-général de la Société "Mamadou Sada Diallo et  
fils", Route de Sotuba, B.P. 1110, Bamako

Youssef Bagayoko, Chef, Division des Réalisations et Planification,  
Direction nationale des industries, B.P.278, Bamako

Amadou Dem, Directeur général, Société d'exploitation des produits  
oléagineux du Mali (SEPOM), B.P.15, Koulikoro

Lamina Touré, Managing Director, African Representation and Trading House  
Box 10077, 21010 Lund, Sweden - c/o Ag. Mahmoud - Chambre de commerce et  
de l'industrie, Bamako

Mexique

Edmundo Arias Torres, Profesor, Instituto Politécnico Nacional,  
y Vice Presidente, Instituto Mexicano de Tecnologías Apropriadas,  
Farallones 60-B, Acueducto-GPE. CP.07270, Apartado postal 1109,  
11000 Mexico, D.F.

Népal

Mukesh Bhattarai, Chemical Engineer, Ministry of Industry,  
Tripureswar, Katmandou

Nicaragua

Edgardo José Garcia Mayorga, Delegado del Ministerio de Industrias de  
Nicaragua, Grasas y Aceites, S.A., Apartado 14, Chinandega

Norvège

Erik Ottestad, Disponent, Norges Kooperative Landsforening (NKL)  
Revierstrødet 2, Oslo 1

John Tveito, Director, A/S Denofa og Lilleborg Fabriker,  
Sandakerveien 56, 0477 Oslo 4

Ouganda

Basil Chota Vuru, Group Manager, L.M.B. Edible Oil and Soap Industry,  
P.O.Box 20126, Kampala

Pakistan

Muhammad Mahmood Khokhar, General Technical Manager, Punjab Cooking Oil  
Ltd., 4-A, Shahrah-e-Quid-e-Azam, Lahore

Paraguay

Bernardo Garcete Saldivar, Consulate General of Paraguay, Ministerio  
de Relaciones Exteriores, V. Voldgade 96, Copenhagen V., Danemarca

Kirsten Thormod Hansen, Secretary, Consulate General of Paraguay,  
V. Voldgade 96, Copenhagen V., Danemark

Pays-Bas

Pieter L. Slis, Director, Processing and Marketing Department, Ministry  
of Agriculture and Fisheries, Bezuidenhoutseweg 73, La Haye

Jan Gerrit Deelen, Processing and Marketing Department, Ministry of  
Agriculture and Fisheries, Bezuidenhoutseweg 73, La Haye

Roelf Norg, Secretary of the Commodity Board for Margarine, Fats and Oils,  
Brouwersgracht 176 H, Amsterdam

C.J.M. Meershoek, Adviser, VERNOF, Raamweg 44, La Haye

M.C. Matthes, Group Secretary, Association of Co-operatives  
for International Agricultural Development (CIAD), P.O.Box 17100,  
3500 HG Utrecht

Philippines

Nebuchadrezzar Arboleda, Deputy Administrator, Philippine Coconut  
Authority, Elliptical Road, Quezon City

Pologne

Marek Stanislaw Kukulski, Head of Section, Ministry of Foreign Trade,  
Wiejska 10, Varsovie

République démocratique allemande

Peter Rost, Managing Director, VEB Agro-Consult Dresden,  
Karcherallee 49, 8020 Dresde.

Dietrich Kakerbeck, Direktor, Kombinat Oel und Margarine, Berliner  
Chaussee 66, 3050 Magdebourg

République fédérale d'Allemagne

Joachim Schede, Geschäftsführer, Verband der deutschen Margarineindustrie,  
17 Kronprinzenstrasse, 5300 Bonn 2

Rolf Berg, Oberamtsrat, Bundesministerium für wirtschaftliche  
Zusammenarbeit, Karl-Marx-Str. 4-6, 5300 Bonn 1

Karl-Friedrich Gander, Professor, Oevelgoenne 1, 2000 Hamburg 52

Raimund Jagberger, Wirtschaftsreferent, Verband Deutscher Maschinen und  
Anlagenbau, Lyoner Str. 18, 6000 Frankfurt/Main 71

Jochen Zieger, Gewerkschaft Nahrung-Genuss-Gaststätten,  
Gertrudenstr. 9, 2000 Hamburg 1

Wolfgang von Lingelsheim-Seibicke, Counsellor, Federal Ministry of  
Economics, Villerompler Str. 5, 5300 Bonn-Duisdorf

Uwe Kosmack, Diplomat, Embassy of the Federal Republic of Germany,  
Stockholmsgade 57, Copenhagen, Denmark

République-Unie de Tanzanie

Alexander Clemence Mosha, Director, Food Science and Technology,  
Tanzania Food and Nutrition Centre, P.O.Box 977, Dar-es-Salaam

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Nigel Bryson, National Union Official, Bakers, Food and Allied Workers'  
Union, Stanborough House, Great North Road, Stanborough, Welwyn Garden  
City, Herts. AL8 7TA

Andrew John Dean, Second Secretary, Permanent Mission of the United  
Kingdom to the International Organizations, Reisnerstr. 40, 1030 Vienne,  
Autriche

Rwanda

Emmanuel Twagiramukiza, Directeur des agro-industries, Ministère de  
l'industrie, des mines et de l'artisanat, Minimart, B.P.73, Kigali

Sénégal

Ousmane Dieng, Directeur, E.P. SEIB Senegal, Société électrique et  
industrielle du BAOL, 6 rue Joris, Dakar

Sri Lanka

G.P. Amarasinghe, Chairman, Sri Lanka Coconut Producers Union Ltd.,  
127 Grand Pass Road, Colombo 14



Suède

Sonja Viola Lwerstein, Head of Section, Ministry of Industry,  
Fredsgatan 8, 10333 Stockholm

Ragnar Ohlson, Professor, Karlshamns Oljefabriker, 29200 Karlshamn

Gunnar André, Director, Swedish Dairies Association (SMR), Box 24,  
10120 Stockholm

Ejörn Almquist, Marketing Manager, Agriconsult AB., Holmgatan 4,  
Malmö

Ake G.H. Landborn, Manager, Food Processing, Agriconsult AB.,  
Holmgatan 4, Malmö

Gunilla Strömberg, Sales Co-ordinator, Int.Projects, Tecator AB.,  
Box 70 (Sporthallsvägen 7), 26301 Höganäs

Nils Finn Magnus Alstin, Product Specialist, Tecator AB., Box 70  
(Sporthallsvägen 7), 26301 Höganäs

Jaen Ilmar Tear, Director, International Relations, Alfa Laval Overseas,  
P.O. Box 12150, 10224 Stockholm

Suisse

Jean-Claude Richard, Premier Secrétaire, Ambassade de Suisse,  
Amaliegade 14, 1256 Copenhague, Danemark

Tchad

Ley Dantangar Gatou, Ingénieur, Directeur usine stagiaire,  
Société cotonnière du Tchad, B.P. 1116, N'Djaména

Tchécoslovaquie

Ladislav Soukup, Third Secretary, Embassy of the Czechoslovak Socialist  
Republic, Ryvangs Alle 16, 2100 Copenhague, Danemark

Thaïlande

Nongyow Thongtan, Director, Agricultural Chemistry Division, Department  
of Agriculture, Ministry of Agriculture and Co-operatives, Bangkok

Somchai Prabhavat, Assistant Director, Institute of Food Research and  
Product Development (IFRPD), Kasetsart University, P.O.Box 4-170,  
Bangkok 10400

Ratana Smanchat, Senior Technical Officer, Department of Industrial  
Promotion, Ministry of Industry, Rama 6 Road, Bangkok 10400

Adul Suvannate, Scientist, Ministry of Agriculture and Co-operatives,  
Division of Agricultural Chemistry, Bangkok 10900

Thana Duangratana, Second Secretary, Royal Thai Embassy, Norgesmindevvej 18,  
Hellerup 2900, Copenhague, Danemark

Togo

Koffi Mawuli Tamakloe-Azamesu, Chef, Division industrie, Direction de l'industrie, Ministère du plan et de l'industrie, B.P. 1667, Lomé

Turquie

Ahmet Gurer Cetinbudaklar, General Manager, TARIS (Union of Co-operatives for Cotton, Figs, Sultanas, Olive Oil), P.O. Box 220, Genel Müdürlüğü, Izmir

Dilek Ulgüray, Expert of food Industry Sector, State Planning Organization, Prime Ministry, Necatibey cad. No. 110, Ankara

H. Dogan Erdil, General Manager, Union of Co-operatives, Karadeniz Birlik, Samsun

Union des Républiques socialistes soviétiques

Gennady N. Kasparov, Chief, Technical Department, Ministry of Food Processing, Kalinsky pr. 29, Moscou

Sergei I. Averichev, Senior Expert, State Committee for Science and Technology, 9 Gorky Street, Moscou

Oleg Kharitontsev, Secretary, USSR Embassy, Kristianiagade 5, Copenhagen, Danemark

Yémen

Abdulkafi Al-Eryani, General Director, Agricultural Economics Department, Ministry of Agriculture, P.O. Box 2805, Sanaa

Yémen démocratique

Ahmed Abdulla Saleh, Director, Vegetable Oil Factory, Ministry of Industry, P.C. Box 300, Aden

Yougoslavie

Mita Jovanovic, Directeur, Centre commun UNUDI-Yougoslavie pour la coopération internationale en vue du développement des agro-industries dans les pays en développement, P.O. Box 331, Novi Sad

Jovan Turinski, Director of Development, IPK Servo Mihalj (Agro Industrial Combine), P. Drapsiha 1, 23000 Zrenjahn

Zambie

Lazarus K. Phiri, Works Chemist, Refined Oil Products Ltd. (ROP), P.O. Box 31412, Lusaka

Observateurs

Système des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Edward Anton Asselbergs, Chef, Service des industries alimentaires et agricoles, Division des services agricoles, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Organisation internationale du Travail (OIT)

Ramsy Abdel-Halim Radi, Spécialiste des aliments et boissons, Service des industries manufacturières, 1211 Genève 22, Suisse

Centre du commerce international (CNUCED/GATT)

Björn E. Olsen, Chef, Section du développement des marchés (produits agro-alimentaires), Division du développement des produits et des marchés, Palais des Nations, 1211 Genève 21, Suisse

Organisations intergouvernementales

Conseil oléicole international

Hédi Guerbaa, Directeur adjoint, Juan Bravo 10-3<sup>o</sup>, Madrid 6, Espagne

Organisations non gouvernementales

Alliance coopérative internationale (ACI)

Gerald Gordon Amery, General Manager, Central Laboratories, Co-operative Wholesale Society Ltd., New Century House, Manchester, Angleterre

Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)

Joachim Feingold, Secrétaire général adjoint, 1, rue d'Hauteville, 75010 Paris, France

Organisation internationale de normalisation (ISO)

Annelise Wedebye, Technical Officer, Danish Standards Association, Aurehojvej 12, 2900 Hellerup, Danemark

Union internationale de sciences et de technologies alimentaires (IUFOST)

V. Jespersen, CSRIO Division of Food Research, P.O. Box 52, North Ryde, NSW 2113, Australie

Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises

Bipin Mahapatra, Deputy General Manager, United Bank of India,  
16 Old Court House Street, Calcutta-700 001, Inde

Association mondiale des organisations de recherche industrielle  
et technologique (WAITRO)

Finn Holm, Project Manager, Jutland Technology Institute, Marselis  
Boulevard 135, Aarhus, Danemark

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS

Question No 1

Documents thématiques

- Approche intégrée de l'industrie alimentaire :  
secteur des huiles et graisses végétales,  
des aliments du bétail, de la viande  
et des produits laitiers ID/WG.427/6  
et Corr.1
- Mesures pour améliorer le taux d'utilisation  
des capacités de production dans l'industrie  
des huiles et graisses végétales des pays  
en développement ID/WG.427/6/Add.1

Documents de fond

- Une approche différenciée pour l'industrialisation  
agro-alimentaire dans les pays en développement ID/WG.427/3
- Contexte et enjeux du développement  
des agro-industries ID/WG.427/4

Documents d'information

- Activités de transformation en aval dans l'industrie  
des huiles et des graisses végétales ID, WG.427/1
- Problèmes de l'expansion de l'industrie laitière  
dans les pays en développement ID/WG.427/2
- Quelques aspects de la filière des viandes  
blanches dans le monde ID/WG.427/5
- L'industrie de la viande rouge et ses problèmes ID/WG.427/8
- Développement de l'industrie des huiles et  
graisses végétales : approche intégrée et  
résultats ID/WG.427/9
- Deuxième étude mondiale sur l'industrie  
des huiles et graisses végétales dans les  
pays en développement : bilan et perspectives UNIDO/IS.477<sup>1/</sup>
- Industrie des huiles et graisses végétales  
dans les pays en développement : précis  
statistique UNIDO/IS/477/Add.1<sup>1/</sup>

Question No 2

Document thématique

- Rôle des coopératives et des petites et moyennes  
entreprises dans le développement intégré de  
l'industrie alimentaire ID/WG.427/7

Document d'information

- Les contrats dans le secteur de l'industrie  
alimentaire : tendances et problèmes ID/WG.427/11

1/ Ce document n'est disponible qu'en anglais.

